

L'édito

Chers amis,

L'année 2008 a été marquée par de nombreux événements pour notre mouvement. Plutôt que d'en dresser la liste, je préfère retenir l'esprit qui a animé les Jeunes Actifs tout au long de cette période : la volonté d'agir ! Notre implication pour bien comprendre les réformes engagées et les relayer auprès de nos concitoyens a été exemplaire. Je retiens également notre souhait de participer activement à la vie et aux débats internes de notre parti l'UMP. A l'occasion du Forum national de Paris en novembre dernier, nous avons pu exprimer à nos Ministres, Valérie PECRESSE, Xavier BERTRAND, Roger KAROUTCHI, tout notre soutien aux réformes innovantes que le gouvernement conduit et réaffirmer notre volonté de garder un rythme aussi soutenu que celui que nous avons connu au cours des 18 derniers mois. C'est en gardant ce cap, en allant jusqu'au bout des promesses faites aux français, que nous réussirons à transformer notre pays et à l'adapter aux nouveaux enjeux économiques et sociétaux qui se dessinent aujourd'hui.

L'année 2009 s'annonce tout aussi riche. L'évènement majeur qui nous mobilisera ces prochains mois est l'organisation du prochain Forum national des Jeunes Actifs au début du printemps à Lyon ! Le Rhône accueillera l'ensemble des JA de France le temps d'un week-end pour aborder le thème de l'Europe avec des personnalités politiques de premier plan et des acteurs de la société civile régionale. Ce grand rassemblement nous permettra de préparer l'échéance de juin 2009 : les élections européennes !

C'est dans cette perspective dynamique et motivante que je vous présente mes meilleurs vœux et vous souhaite une année riche en bonheur, en action et en réussite !



Benoit FROMENT

Délégué Départemental des JA du Rhône

L'actu

Philippe COCHET,

Président de la Fédération du Rhône

En décembre, les adhérents UMP du Rhône étaient appelés à voter pour élire le nouveau Président de leur Fédération.



Après les élections des comités de circonscription en novembre, tout le monde était rassemblé derrière la candidature de Philippe COCHET, Député de la 5ème circonscription du Rhône et Maire de la ville de Caluire.

La campagne fut marquée par un discours et une attitude d'apaisement, destinés à ne pas provoquer déchirures et tensions au sein de l'UMP du Rhône. Philippe COCHET a présenté son programme aux adhérents, propositions que l'on peut synthétiser ainsi :

- **Rassemblement,**
- **Relations** renforcées avec les élus,
- Appui sur les **compétences de tous**, militants et sympathisants pour donner une vraie dynamique à l'UMP départementale,
- **Mobilisation** forte et **travail sur le terrain** pour soutenir le Président de la République, le Gouvernement et les réformes.

Au final, les adhérents ont choisi de soutenir massivement le programme proposé par Philippe COCHET en lui donnant un mandat fort : avec **93,94% des suffrages**, le nouveau Président Départemental a réussi son pari de rassemblement, a convaincu sur son programme et a visiblement transmis sa motivation et son énergie pour préparer les victoires de demain.

En effet, les défis à relever sont nombreux, avec les élections régionales qui se profilent et le travail à mettre en oeuvre pour reprendre la ville de Lyon et le Grand Lyon à la gauche confortablement installée... A suivre !

Yann COMPAN

L'événement

Jeudi 22 janvier, 140 militants UMP étaient rassemblés au Ninkasi à Gerland autour de Laurent Wauquiez, Secrétaire d'Etat en charge de l'emploi. Invité des Jeunes Actifs du Rhône, le Ministre est venu

expliquer l'action du gouvernement face à la crise. Il a rappelé son côté pragmatique et réactif, car la crise que le monde traverse exige des réponses adaptées et rapides. Ainsi le plan de relance de l'économie de 26 milliards d'euros et son fléchage vers l'économie nationale ne se contente pas de soutenir la demande mais s'inscrit dans une politique d'aide aux investissements qui créera les emplois de demain. Le sauvetage des banques était également un préalable pour sécuriser l'épargne des particuliers et le financement des entreprises. Le gouvernement veillera à ce que les engagements pris par le secteur bancaire soient respectés.

Les réformes des universités, de la formation professionnelle, de l'assurance chômage ont pour but de modifier les perceptions collectives et la gestion des ressources humaines : l'éviction des jeunes et des seniors fait perdre à la France de précieux points de croissance.

Enfin, le pôle emploi doit simplifier la relation entre les chômeurs et le service public de l'emploi. Cette réforme est rendue délicate par l'augmentation du chômage et la nouvelle structure doit donc gérer un afflux important et une réorganisation interne. L'engagement des agents est incontestable et porte en lui la réussite de la réforme.

Ces mesures ne se limitent pas à une réponse conjoncturelle mais s'inscrivent dans une vision longue qui permettra à la France, une fois la crise passée, de ressortir plus forte, plus compétitive et mieux formée, avec un taux de chômage structurel considérablement réduit.



La Commission éco

A l'occasion de l'an nouveau je vous prie de recevoir mes vœux les plus sincères. Je tiens de plus à remercier les membres de la commission économie qui a travaillé sur nos différents projets. N'oublions pas que le rôle de la commission est de soutenir les réformes du gouvernement en INFORMANT puis en les DIFFUSANT par le biais de restitutions.

Deux restitutions publiques à ce jour :

- la loi Travail Emploi et Pouvoir d'Achat (TEPA). Nous l'avons présentée par présentation Power Point expliquant la loi LME ainsi que les HEURES SUPPLEMENTAIRES, le BOUCLIER FISCAL enfin sur la hausse des abattements en cas de donation et de succession. Le succès fut au rendez-vous.
- le Revenu de Solidarité Active (RSA). Une loi chère à Nicolas Sarkozy . Nous l'avons présentée avec la collaboration de professionnels de l'insertion. Ceci a permis de mettre en confrontation un élu et un directeur d'association d'insertion. Une réforme complexe, une restitution intéressante.

Pour 2009...

Nous JA, nous devons nous informer sans cesse sur les réformes et nous adapter à la situation économique de notre pays. Notre travail actuel porte sur le thème de la politique de l'emploi dans un contexte de crise économique.

Ce sont les réformes qui vont animer notre commission.
Car elle se doit d'être toujours en mouvement.

Yves Montagnon



Une présidence de crise

Au terme de six mois riches en rebondissements, c'est l'heure du bilan pour la présidence française du Conseil européen, qui a passé le relais, le 1er janvier, à la République Tchèque.



La présidence française a dû faire face à trois événements majeurs venus perturber son calendrier : les conséquences du «non» irlandais au traité de Lisbonne, le conflit géorgien, la crise financière et économique.

En août, la guerre en Osétie du Sud, province séparatiste de Géorgie, a constitué la première urgence et un défi pour l'unité et la crédibilité de l'Union.

Pour Jean-Dominique Giuliani, président de la fondation Robert Schuman, la médiation de l'UE a constitué «un incontestable succès diplomatique».

«En se rendant en Géorgie et en Russie, Nicolas Sarkozy a sauvé le régime géorgien, renoué avec la Russie en maintenant l'unanimité des Vingt-Sept, et permis à l'UE de s'affirmer sur la scène internationale», affirme-t-il sur son site.

À la rentrée, la crise financière s'est imposée comme principal sujet de préoccupation. La France a multiplié les initiatives, se montrant «pragmatique et rapide», selon Ulrike Guerot qui dirige le bureau de Berlin du European Council on Foreign Relations.

«L'Europe a dit d'une seule voix qu'elle voulait d'un capitalisme d'entrepreneur et non pas d'un capitalisme de spéculateur, qu'elle voulait la réforme du système financier, qu'elle voulait une autre place pour les pays émergents, qu'elle voulait la moralisation du capitalisme», résume le président Sarkozy.

Face à la crise, les règles européennes ont été appliquées avec pragmatisme. Pour s'attaquer à la récession, les Etats membres se sont mis d'accord, lors du Conseil européen des 11 et 12 décembre, comme le souhaitait la Commission, sur un plan de stimulation de l'économie de l'ordre de 200 milliards d'euros.

Lors de ce conseil, la France est aussi parvenue, après de difficiles négociations, à un accord des chefs d'Etat et de gouvernements sur le «paquet énergie-climat» présenté en janvier 2008 par la commission.

Aucune région du monde ne s'est dotée d'objectifs aussi ambitieux en matière de lutte contre le changement climatique, et l'Europe espère avoir un effet d'entraînement sur le reste du monde, à commencer par les Etats-Unis.

D'autres succès peuvent être portés au crédit de la présidence française : avancées dans le domaine de la défense, pacte sur l'immigration et l'asile, bilan de santé de la Politique agricole commune, lancement de l'Union pour la Méditerranée.

Reste le style, marqué par le volontarisme politique du Président de la République, qui a parfois bousculé certaines habitudes.

Le Président Barroso se réjouit pour sa part que les institutions européennes aient «travaillé main dans la main» avec les Etats membres. Il se déclare «fier du rôle central qu'a joué la Commission», jugeant «qu'elle reste le levier indispensable pour transformer des aspirations politiques en actions concrètes».



Stéphane Trouillet

**10..9..8..7..6..... début
du compte à rebours !**



Plus d'infos :

blog : www.jeunes-actifs-69.fr/mail:69@jeunesactifs-ump.org

Articles/retrait de la liste de distribution :

yann.compan@gmail.com